

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-21 du 31 mai 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'USTR met fin à la majorité des exclusions des droits de Section 301 visant la Chine
2. Katherine Tai souhaite inscrire la politique commerciale dans un nouveau « contrat social »
3. L'USTR active le Mécanisme de réponse rapide de l'USMCA contre une usine Volkswagen
4. Le Secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo effectue un déplacement en Ukraine
5. Les États-Unis assouplissent certaines restrictions visant Cuba

Climat – énergie – environnement

6. La Maison-Blanche accueille un sommet national sur la relance du nucléaire

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports met à disposition 10,5 M\$ pour soutenir les projets de développement de logements abordables desservis par des transports en commun

Industrie

8. Le Département du Commerce annonce une subvention de 75 M\$ pour l'entreprise Absolics dans le cadre du CHIPS Act

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA veut faciliter l'accès des agriculteurs et des sylviculteurs aux marchés volontaires de carbone

Numérique et innovation

10. Le NIST lance un programme de test de sécurité de l'IA
11. OpenAI renforce la sécurité de son IA et prépare le lancement d'un nouveau modèle de langage

Santé

12. L'association professionnelle BIO opère une réorientation stratégique quelques semaines après l'arrivée de son nouveau CEO

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'USTR met fin à la majorité des exclusions des droits de Section 301 sur la Chine

Le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [annoncé](#) le 24 mai sa décision de ne pas prolonger la majorité des exclusions des droits de douane additionnels de Section 301 visant les importations de Chine, qui devaient expirer le 31 mai après avoir fait l'objet d'une prolongation en décembre dernier [voir [Brèves sectorielles du 5 janvier 2024](#)]. Cette annonce intervient après la publication le 14 mai des conclusions de la revue générale de ces droits de douane additionnels adoptés sous l'Administration Trump, qui avait abouti à l'annonce d'une hausse sur certaines catégories de produits mais avait laissé en suspens la question de l'avenir de ces exclusions [voir [Brèves sectorielles du 24 mai 2024](#)].

Selon le document [publié](#) par l'USTR au Registre fédéral, parmi les 429 lignes tarifaires qui bénéficiaient jusqu'alors d'une exemption de ces droits de Section 301, 164 seront prolongées d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 mai 2025.

S'agissant des lignes tarifaires restantes, le document précise qu'elles seront soumises aux droits de Section 301 après une période de transition de 14 jours, soit à compter du 14 juin. Parmi ces lignes, la notice précise que 102 n'ont fait l'objet d'aucune demande de prolongation dans le cadre des appels à commentaires publics lancé par l'USTR. Pour les autres, l'USTR indique avoir considéré que les commentaires publics « ne démontr[ai]ent pas qu'une prolongation de l'exclusion faciliterait les efforts visant à déplacer les sources d'approvisionnement hors de Chine à court terme ou ne démontr[ai]ent pas que les produits couverts par l'exclusion [n'étaient] pas disponibles hors de Chine ». En particulier, le document précise que l'USTR a refusé de prolonger les exclusions concernant des produits pour lesquels les commentaires publics indiquaient que « les importateurs ne comptaient pas déplacer leurs sources d'approvisionnement hors de Chine en 2024 (ou de manière générale) ».

2. Katherine Tai souhaite inscrire la politique commerciale dans un nouveau « contrat social »

Dans une tribune [publiée](#) dans le Financial Times le 28 mai, la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a appelé à la transformation de la politique commerciale, qui doit selon elle s'inscrire dans un nouveau « contrat social ». K. Tai a rappelé les efforts entrepris par l'administration Biden afin de mieux « démocratiser les opportunités économiques », notamment en faisant usage d'instruments tels que le Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord USMCA (*cf. infra*), dont elle a estimé qu'il avait contribué à améliorer les conditions de travail de près de

30 000 Mexicains, et en luttant contre les pratiques déloyales chinoises.

Estimant que la Chine n'était « pas juste un partenaire commercial, mais poursui[vait] la domination mondiale dans des secteurs économiques clés », elle est revenue sur les hausses tarifaires annoncées le 14 mai dernier au titre de la revue à quatre ans des droits de Section 301 sur les importations originaires de Chine [voir [Brèves sectorielles du 24 mai 2024](#)], qu'elle a présentées comme destinées à défendre les travailleurs et entreprises américains et les « investissements historiques » mis en œuvre par l'administration depuis le début de son mandat. Elle a clos son propos en invitant les nations à agir « ensemble » pour ne pas reproduire la situation des années 1930, lorsque l'absence d'accord entre les pays démocratiques sur les sujets économiques internationaux avait eu des « conséquences dévastatrices ».

3. L'USTR active le Mécanisme de réponse rapide de l'USMCA contre une usine Volkswagen

La Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [annoncé](#) le 28 mai avoir formellement demandé au gouvernement mexicain de vérifier si les droits d'association et de négociation collective des travailleurs d'une usine du constructeur automobile allemand Volkswagen située à Cuautlancingo étaient bien respectés. Il s'agit du 23^e cas d'activation par Washington du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), qui vise à assurer le respect des dispositions de cet accord en matière de droits des travailleurs au niveau d'entreprises spécifiques. Intervenue suite à une plainte déposée par dix travailleurs licenciés de l'usine Volkswagen, la demande de K. Tai au gouvernement mexicain constitue aussi le premier cas d'activation du mécanisme contre un constructeur automobile européen.

L'usine Volkswagen de Cuautlancingo, qui assemble plus de 2 300 véhicules par jours, dont 67 % destinés à la vente aux États-Unis, est aussi [présentée](#) par la presse comme la plus grande usine automobile du Mexique. Aux termes de l'accord USMCA, le gouvernement mexicain dispose de 10 jours suivant la demande américaine pour décider d'ouvrir une enquête et 45 jours pour en présenter les résultats.

4. Le Secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo effectue un déplacement en Ukraine

Le Secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo s'est rendu le 29 mai à Kiev où il s'est successivement entretenu avec des [étudiants](#) de la Kyiv School of Economics, des [membres](#) du Parlement ukrainien, le [ministre](#) ukrainien des Finances Sergii Marchenko, des [représentants](#) de la société civile et la [vice-ministre](#) en charge des Affaires juridiques Iryna Mudra. W. Adeyemo a notamment [évoqué](#) lors de ces entretiens la possibilité de renforcer les sanctions à l'égard de la

Russie et de mobiliser les actifs gelés de la Banque centrale russe au profit de l'Ukraine.

Ce déplacement intervient alors que le Conseiller adjoint à la Sécurité nationale Daleep Singh a [indiqué](#) le 28 mai, lors d'une intervention auprès du think tank Brookings, que les États-Unis et leurs alliés étudiaient la possibilité d'adopter de nouvelles mesures de sanctions et de contrôle export afin de « perturber les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie susceptibles de menacer la sécurité collective ».

5. Les États-Unis assouplissent certaines restrictions visant Cuba

Le Département américain du Trésor a [annoncé](#) le 28 mai une modification des réglementations relatives au contrôle des actifs cubains (Cuban Assets Control Regulations), dispositif sur lequel repose le régime de sanctions américaines actuellement en vigueur à l'égard de Cuba. Ces modifications prévoient en premier lieu la possibilité pour les « entrepreneurs indépendants du secteur privé » d'ouvrir un compte bancaire aux États-Unis, incluant désormais - outre les travailleurs indépendants - les coopératives et les entreprises privées de 100 salariés ou moins. Ces acteurs seront également en mesure de bénéficier d'une gamme de services bancaires, à l'instar des plateformes de paiement en ligne et de possibilités de financement. Les institutions bancaires américaines pourront en outre autoriser les transactions dites « U-turn », désignant les transferts financiers provenant ou à destination de Cuba et transitant par les États-Unis. Les amendements prévoient par ailleurs un allègement des restrictions pesant sur l'accès aux services numériques depuis Cuba, en autorisant notamment la fourniture de services *cloud* tels que le stockage de données, les réseaux sociaux, les visioconférences et les jeux en ligne. Ces nouvelles mesures autorisent aussi l'exportation et la réexportation de logiciels et d'applications mobiles d'origine cubaine des États-Unis vers des pays tiers, afin de permettre aux entrepreneurs cubains indépendants de proposer leurs logiciels et applications mobiles sur les magasins d'applications mondiaux.

Brèves

- Le 23 mai, le Government Accountability Office (GAO) a [déclaré](#) que l'accord sur les minéraux critiques conclu en mars 2023 entre les États-Unis et le Japon [voir [Brèves sectorielles du 31 mars 2023](#)] ne requerrait pas l'approbation du Congrès au titre du Congressional Review Act (CRA), texte qui permet au Congrès de révoquer des mesures adoptées par le pouvoir exécutif. En octobre dernier, le sénateur Mike Crapo (R-Idaho) avait en effet demandé au GAO d'examiner si cet accord, dont la conclusion sans consultation du Congrès avait provoqué des critiques bipartisanes, constituait une « règle » au sens du CRA, ce qui aurait pu ouvrir la voie à une revue de l'accord par le Congrès.

- Le 28 mai, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) trois citoyens chinois et trois entités basées en Thaïlande accusés d'être liés au service de cybermalveillance 911 S5.
- Le 30 mai, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux entités accusées de soutenir les activités du groupe paramilitaire russe Wagner en République centrafricaine.

Climat – énergie – environnement

6. La Maison-Blanche accueille un sommet national sur la relance du nucléaire

Le 29 mai, la Maison-Blanche a [accueilli](#) un sommet sur la relance de l'énergie nucléaire aux États-Unis, alors que l'administration Biden a pour objectif d'atteindre une électricité totalement décarbonée en 2035.

Pour appuyer le déploiement de nouveaux réacteurs, l'administration Biden a annoncé à cette occasion la création d'un groupe de travail fédéral, le « Nuclear Power Project Management and Delivery working group », associant des scientifiques, des entreprises de la construction et du secteur nucléaire, des régies de l'électricité, des investisseurs, des syndicats et des ONG.

L'Armée de terre a également indiqué la publication prochaine d'une consultation du secteur (Request For Information – RFI) au sujet du déploiement de petits réacteurs modulaires (SMR) pour alimenter plusieurs sites militaires aux États-Unis.

Le communiqué de la Maison-Blanche met en avant la mise en service en 2023 et 2024 des réacteurs 3 et 4 de la centrale de Vogtle en Géorgie, les premiers depuis 30 ans aux États-Unis, qui ont bénéficié de 12 Md\$ de prêts garantis par l'État fédéral. Il rappelle également les actions de l'administration Biden pour la relance du nucléaire civil :

- Une revitalisation du parc nucléaire existant avec l'extension de la durée de vie des réacteurs ainsi que des crédits d'impôts pour la production électrique existante.
- La démonstration et le déploiement des nouvelles technologies nucléaires, avec des financements pour des démonstrateurs de réacteurs de quatrième génération et de SMR, ainsi que l'implication des laboratoires de recherche nationaux du Département de l'Énergie, notamment sur la sécurité des installations. Des crédits d'impôts pour la production d'électricité zéro-carbone, incluant le nucléaire, sont également prévus par l'IRA.
- L'optimisation du processus d'autorisation et de certification pour la construction de nouveaux réacteurs, y compris les futurs microréacteurs préfabriqués en usine, comme pour la

prolongation de vie et l'expansion de capacité des réacteurs existants.

- La réorganisation et la modernisation des chaînes de production, avec la réduction de l'approvisionnement en uranium russe, au profit d'une production nationale, et la formation de personnel qualifié à travers le financement de cursus universitaires spécialisés.

Pour mémoire, l'énergie nucléaire a représenté 19 % de l'énergie totale produite aux États-Unis en 2023.

Brèves

- Le 21 mai, le Département de l'Énergie a [annoncé](#) la mise en vente d'un million de barils d'essence issus des réserves stratégiques du pays afin de faire baisser les prix à la pompe pour les usagers, alors que commence la saison touristique.
- Le 23 mai, le Département de l'Énergie a [annoncé](#) l'octroi de 25 M\$ issus de la loi bipartisane sur les infrastructures, à 13 projets d'économie d'énergie tels que la réparation et l'isolation de toitures dans les bâtiments. Une part de ces fonds sera concentrée sur les communautés défavorisées et la création d'emplois locaux. Ces engagements font suite à une première série de financements alloués à 21 projets en mars 2023 pour un total de 37,9 M\$.

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports met à disposition 10,5 M\$ pour soutenir les projets de développement de logements abordables desservis par des transports en commun

Le 23 mai, l'administration fédérale chargée des transports publics (FTA) au sein du Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) la mise à disposition de 10,5 M\$ dans le cadre du programme pilote TOD (Pilot Program for Transit-Oriented Development (TOD) Planning). Le TOD est un principe d'aménagement qui consiste à tirer parti du développement des transports publics pour développer un aménagement local de qualité, durable et équitable.

Lancé en 2015 et reconduit par la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL), le programme pilote TOD vise à promouvoir des modes d'habitat durables et abordables en soutenant les projets qui associent les problématiques de l'usage des sols, de l'habitat et des transports en commun pour créer des quartiers accessibles à pied et dotés d'une offre de transports publics, tout en luttant contre le changement climatique.

La FTA indique que, alors que la part fédérale du financement des projets est usuellement plafonnée à 80 %, cette part pourra être plus élevée pour les projets situés dans des zones peu denses ou à faibles

revenus. Elle pourra atteindre 100 % pour les projets centrés sur le logement abordable.

Brèves

- Le 22 mai, l'administration fédérale ferroviaire (FRA) a [publié](#) une série de rapports sur la sécurité et la performance des trains de grande longueur (supérieure à 7 500 pieds, soit 2 286 mètres), alors que ceux-ci deviennent de plus en plus courants dans le pays. En avril et en mai 2023, la FRA avait adressé des alertes de sécurité aux compagnies de fret ferroviaire pour signaler des défauts dans la composition des rames ayant mené à plusieurs déraillements.

Industrie

8. Le Département du Commerce annonce une subvention de 75 M\$ pour l'entreprise Absolics dans le cadre du CHIPS Act

Le 23 mai, le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) un accord avec l'entreprise Absolics, filiale du groupe sud-coréen SK, également propriétaire du fabricant de semiconducteurs Hynix, qui bénéficiera d'une subvention de 75 M\$ dans le cadre du CHIPS Act. Ce financement soutiendra la construction d'une nouvelle usine à Covington, en Géorgie, pour la production d'un substrat en verre pour le conditionnement de puces. Cette subvention est la première dans le cadre du CHIPS Act à permettre de renforcer la chaîne d'approvisionnement des semiconducteurs américains en permettant à un fournisseur d'améliorer sa technologie de conditionnement. Selon le PDG d'Absolics, Jun Rok Oh, cette subvention permettra d'accélérer la phase de commercialisation de leur technologie de substrat en verre, dont l'usage doit permettre d'améliorer les capacités des puces avancées destinées aux secteurs de l'IA, des *data centers* et de la défense. Selon les estimations du DoC, cet investissement devrait permettre la création d'environ 1 000 emplois pour la construction de l'usine, et 200 emplois pérennes pour la production et la R&D. Absolics est partenaire du 3D Packaging Research Center au sein du Georgia Institute of Technology (Georgia Tech) et du Georgia Piedmont Technical College, afin de développer les filières semiconducteurs locales et répondre aux besoins de main d'œuvre, s'inscrivant dans la stratégie *lab-to-fab* initiée par le CHIPS Act.

Brèves

- Le 24 mai, CHIPS for America et le National Center for the Advancement of Semiconductor Technology (Natcast), l'opérateur du National Semiconductor Technology Center (NSTC), ont [publié](#) sa feuille de route pour 2024. Après avoir annoncé en février 2024 un investissement de plus de 5 Md\$ dans le NSTC, l'administration Biden souhaite désormais doter

cet organisme d'une programmation opérationnelle. Celle-ci s'articule autour de plusieurs étapes d'ici la fin de l'année dont le lancement du Workforce Center of Excellence (WCE), qui doit permettre de créer de nouveaux programmes de formations, et la publication de la première Notice of Funding Opportunity (NoFO) du NSTC dédiée à la R&D.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA veut faciliter l'accès des agriculteurs et des sylviculteurs aux marchés volontaires de carbone

La Maison-Blanche a [publié](#) les principes qui devront s'appliquer au fonctionnement des marchés volontaires du carbone. Cette initiative signée par trois membres du gouvernement – les Secrétaires au Trésor Janet Yellen, à l'Agriculture Thomas Vilsack et à l'Énergie Jennifer Granholm – vise à assurer l'intégrité, la transparence et l'efficacité de ces marchés.

Dans ce cadre et en application de la loi « [Growing Climate Solution Act](#) » (GCSA) signée le 29 décembre 2022, le Département américain de l'Agriculture (USDA) sollicite l'avis du public sur les protocoles susceptibles d'être intégrés dans un nouveau programme qui devrait permettre aux agriculteurs et sylviculteurs d'intégrer plus aisément les marchés volontaires de carbone. Celui-ci consistera à :

- leur fournir une assistance technique afin de leur permettre de mettre en place des pratiques adéquates permettant le stockage de carbone ;
- réaliser une vérification des quantités de carbone stockées par une tierce personne afin d'assurer la fiabilité de l'information pour les entreprises acheteuses de crédits carbone.

La demande d'information de l'USDA a été [publiée](#) au Registre fédéral le 29 mai. Elle vise à recueillir des commentaires sur la mise en place du programme comprenant :

- les informations relatives aux protocoles spécifiques à évaluer pour leur inclusion dans le programme ;
- les options pour interpréter et appliquer les critères utilisés pour évaluer les protocoles mis en place pour stocker du carbone, afin d'en assurer la cohérence, la fiabilité, l'efficacité, l'efficience et la transparence ;
- les qualifications requises pour les entités fournissant une assistance technique aux agriculteurs, éleveurs ou propriétaires de forêts privées ;
- les qualifications requises pour les entités servant de vérificateurs tiers des processus décrits dans les protocoles pour les marchés volontaires de crédits carbone.

Selon Tom Vilsack, les marchés volontaires du carbone offrent une perspective prometteuse pour générer de nouvelles sources de revenus pour les producteurs tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs agricole et forestier.

Brèves

- Elanco Animal Health a obtenu, après plusieurs années de tests, l'autorisation de la FDA pour commercialiser le Bovaer, un additif alimentaire permettant de réduire les émissions de méthane du bétail. Ce produit, ciblant l'industrie laitière américaine, pourrait diminuer les émissions de méthane de 30 % avec seulement une cuillère à soupe par vache laitière et par jour. Cette approbation survient alors que les fabricants de ce type de produits pour animaux demandent à la FDA d'assouplir les réglementations sur les additifs alimentaires similaires, actuellement classés comme médicaments et nécessitant de longues et fastidieuses procédures d'homologation pour être mis sur le marché.
- L'APHIS a [annoncé](#) que la souche H5N1 de la grippe aviaire avait été détectée chez des alpagas pour la première fois, suite à une exposition à des volailles infectées dans un élevage de l'Idaho. Bien que le séquençage génétique ait retardé la divulgation, l'USDA assure qu'il n'y a aucun risque pour l'approvisionnement alimentaire. En outre, 14 cas de grippe aviaire ont été signalés dans des élevages de volailles au cours du dernier mois, y compris dans un élevage de 1,3 M de poules pondeuses dans le Minnesota.

Numérique et innovation

10. Le NIST lance un programme de test de sécurité de l'IA

Le National Institute of Standards and Technology (NIST) a [annoncé](#) le 28 mai le lancement du programme ARIA (Assessing Risks and Impacts of AI), destiné à évaluer les risques potentiels des systèmes d'intelligence artificielle. L'ARIA vise à aider les organisations et les particuliers à déterminer si une technologie d'IA sera viable, fiable, sûre, sécurisée, respectueuse de la vie privée et impartiale une fois qu'elle aura été déployée.

Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du décret présidentiel sur l'IA, se concentrera dans une première phase pilote sur les grands modèles de langage (LLM). Elle pourra être étendue ultérieurement à des modèles de génération d'images ou des systèmes visant à faciliter la prise de décision. Le programme vise (i) à soutenir les activités de l'U.S. AI Safety Institute, (ii) à approfondir l'engagement du NIST avec la communauté de recherche et (iii) à établir des méthodes fiables pour tester et évaluer les fonctionnalités de l'IA dans des conditions réelles. Le programme ARIA prévoit d'évaluer les modèles par (i) des tests en laboratoire pour identifier le

comportement du modèle, (ii) des exercices de *red-teaming* et (iii) des essais à grande échelle pouvant potentiellement s'appuyer sur des milliers de participants afin d'évaluer l'impact de l'utilisation des modèles d'IA sur le comportement de leurs utilisateurs.

11. OpenAI renforce la sécurité de son IA et prépare le lancement d'un nouveau modèle de langage

OpenAI a récemment [annoncé](#) la création d'un comité de sécurité et de sûreté, placé sous la présidence de Bret Taylor et comptant parmi ses membres Nicole Seligman, ex- présidente de Sony, et Adam D'Angelo, CEO de Quora. Ce comité aura pour mission d'optimiser les protocoles de sécurité de l'entreprise.

OpenAI a également confirmé le développement de son prochain modèle de traitement du langage, destiné à succéder à GPT-4. Selon Mira Murati, CTO d'OpenAI, ce nouveau modèle [représente](#) une avancée considérable en matière de traitement de la langue ainsi qu'en termes de sécurité et d'éthique. OpenAI envisage de rendre ce modèle disponible avant la fin de l'année 2024.

Brèves

- xAI a [réalisé](#) un tour de financement de 6 Md\$, portant sa valorisation à 18 Md\$.
- Apple a [conclu](#) un accord avec OpenAI pour intégrer des fonctionnalités de chatbot dans iOS 18, diversifiant ainsi ses approches en intelligence artificielle. Apple poursuit en parallèle les discussions avec Google en vue de proposer le modèle Gemini comme une option supplémentaire.
- En 2023, le nombre de lobbyistes et de clients impliqués dans les questions relatives à l'intelligence artificielle a nettement [augmenté](#), selon un rapport de Public Citizen. En 2023, plus de 3 400 lobbyistes ont été mobilisés par des entreprises et des associations professionnelles pour influencer les politiques fédérales sur l'IA, marquant une hausse de 120 % par rapport à l'année précédente.
- Eric Schmidt, ex-PDG de Google et fondateur du Special Competitive Studies Project, a [publié](#) un rapport visant à établir les États-Unis comme leader mondial de l'innovation en IA, tant militaire que civile. Intitulé « Vision for Competitiveness: Mid-Decade Opportunities for Strategic Victory », le document appelle au développement de l'intelligence artificielle générale (AGI) pour surpasser les nations concurrentes telles que la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Le rapport recommande (1) d'accroître les investissements dans la recherche publique (pour atteindre 1 % du PIB), (2) de renforcer les partenariats public-privé et (3) de soutenir les filières stratégiques (semiconducteurs, biotechnologies, fusion nucléaire).

12. L'association professionnelle BIO opère une réorientation stratégique quelques semaines après l'arrivée de son nouveau CEO

La presse américaine se fait l'[écho](#) d'une restructuration de la fédération professionnelle Biotechnology Innovation Organization (BIO), conduisant au licenciement d'une trentaine de collaborateurs, dont des cadres supérieurs de l'organisation (à l'instar de Cartier Esham, chef de cabinet, John Murphy, directeur des politiques publiques, et Rich Masters, directeur des affaires publiques et du marketing). Cette restructuration intervient quelques semaines après la prise de fonction du nouveau PDG de BIO, John Crowley, qui a opéré un revirement des positions de l'organisation sur certains sujets en discussion au Congrès américain comme la proposition de loi BIOSECURE. Cette proposition – destinée à recenser plusieurs entreprises chinoises liées à l'Armée populaire de Libération afin de les empêcher d'accéder aux données de santé des utilisateurs américains– est publiquement [soutenue](#) par John Crowley, après avoir été vivement critiquée par sa prédécesseuse Rachel King.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)